

<http://divergences.be/spip.php?article3276>



Fuites au GIEC : Le Guardian

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2021 - Chroniques du temps qui passe - Aout+septembre -

Date de mise en ligne : mercredi 18 août 2021

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH103/guardian-c3bd7.jpg>

THE GUARDIAN

Les émissions de gaz à effet de serre doivent atteindre leur maximum d'ici quatre ans, selon un rapport des Nations unies qui a fait l'objet d'une fuite. Un groupe de scientifiques publie le projet de rapport du GIEC, craignant qu'il ne soit édulcoré par les gouvernements.

Fiona Harvey et Giles Tremlett

Les émissions globales de gaz à effet de serre doivent atteindre un pic dans les quatre prochaines années, les centrales électriques au charbon et au gaz doivent fermer au cours de la prochaine décennie et des changements de mode de vie et de comportement seront nécessaires pour éviter un effondrement du climat, selon le projet de rapport qui a fait l'objet d'une fuite et qui émane de la principale autorité mondiale en matière de climatologie.

**

Les riches de tous les pays sont, dans leur grande majorité, plus responsables du réchauffement de la planète que les pauvres, les SUV et la consommation de viande étant pointés du doigt. La future croissance économique intensive en carbone est également remise en question.

La fuite provient de la troisième partie du rapport historique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dont la première partie a été publiée lundi et qui met en garde contre des changements climatiques sans précédent, dont certains sont irréversibles. Le document, appelé sixième rapport d'évaluation, est divisé en trois parties : la science physique du changement climatique, les impacts et les moyens de réduire l'influence humaine sur le climat.

La troisième partie ne devrait pas être publiée avant mars prochain, mais un petit groupe de scientifiques a décidé de faire fuiter le projet via la branche espagnole de Scientist Rebellion, une émanation du mouvement Extinction Rebellion. Elle a été publiée pour la première fois par le journaliste Juan Bordera dans le magazine en ligne espagnol CTXT.

Bordera a déclaré au Guardian que la fuite reflétait l'inquiétude de certaines personnes ayant participé à la rédaction du document, qui craignaient que leurs conclusions ne soient édulcorées avant leur publication en 2022. Les gouvernements ont le droit d'apporter des modifications au "résumé pour les décideurs".

Les 10 % des émetteurs mondiaux les plus riches contribuent entre 36 et 45 % des émissions, soit 10 fois plus que les 10 % les plus pauvres, qui ne sont responsables que de 3 à 5 % environ, selon le rapport. "Les modes de consommation des consommateurs aux revenus les plus élevés sont associés à des empreintes carbone importantes. Les principaux émetteurs dominent les émissions dans des secteurs clés, par exemple les 1 % les plus riches sont responsables de 50 % des émissions de l'aviation", indique le résumé.

Le rapport souligne les changements de mode de vie qui seront nécessaires, notamment dans les pays riches et parmi les personnes aisées au niveau mondial. S'abstenir de surchauffer ou de surrefroidir les habitations, marcher et faire du vélo, réduire les voyages en avion et utiliser moins d'appareils énergivores sont autant de mesures qui peuvent contribuer de manière significative aux réductions d'émissions nécessaires, selon le rapport.

Les habitudes alimentaires dans de nombreuses régions du monde riche devront également changer. "Un passage à des régimes alimentaires comportant une part plus importante de protéines végétales dans les régions où la consommation de calories et d'aliments d'origine animale est excessive peut entraîner des réductions substantielles des émissions, tout en offrant des avantages pour la santé... Les régimes à base de plantes peuvent réduire les émissions jusqu'à 50 % par rapport au régime alimentaire occidental moyen à forte intensité d'émissions", indique le rapport.

Fournir de l'énergie moderne à tous ceux qui en sont actuellement privés (800 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité) aurait un effet "négligeable" sur l'augmentation des émissions, indique le rapport.

La réduction des émissions au cours de la prochaine décennie sera cruciale pour tout espoir de maintenir le réchauffement de la planète à 1,5 Â°C par rapport aux niveaux préindustriels, au-delà desquels les effets du dérèglement climatique provoqueront une dévastation généralisée. "Une action plus faible à court terme mettrait hors de portée la limitation du réchauffement à ces niveaux, car elle impliquerait des hypothèses sur l'accélération ultérieure de l'élaboration des politiques et du développement et du déploiement des technologies, incompatibles avec les preuves et les projections de la littérature évaluée", avertit le rapport.

Le rapport réaffirme la nécessité de réduire de moitié les émissions au cours de la prochaine décennie pour ne pas dépasser 1,5 Â°C et atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2050.

Les investissements nécessaires pour faire passer l'économie mondiale sur une base à faible émission de carbone font également défaut. Selon le rapport, les investissements actuels sont inférieurs à ce qui est nécessaire "par un facteur de cinq", même pour maintenir le réchauffement à la limite supérieure de 2Â°C. Environ 546 milliards de dollars ont été consacrés à la réduction des gaz à effet de serre et au renforcement de la résilience aux impacts de la crise climatique en 2018.

"Les infrastructures et les investissements existants et planifiés, l'inertie institutionnelle et un parti pris social en faveur du statu quo entraînent un risque de verrouillage des émissions futures qui peuvent être coûteuses ou difficiles à réduire", indiquent les scientifiques.

Les actifs échoués seront un problème croissant, car les centrales électriques au charbon et au gaz, dont la durée de vie se mesure généralement en décennies, devront être mises hors service dans les neuf à douze ans suivant leur construction, selon le rapport. Les scientifiques se font l'écho de l'avis récent de l'Agence internationale de l'énergie selon lequel aucune nouvelle exploitation de combustibles fossiles ne peut avoir lieu si l'on veut que le monde ne dépasse pas 1,5Â°C de réchauffement.

"Les impacts économiques combinés des ressources et des capitaux de combustibles fossiles bloqués pourraient s'élever à des milliers de milliards de dollars", indique le rapport. Ce risque pourrait être réduit en orientant les investissements vers des biens et services à faible teneur en carbone.

Les technologies permettant de capter et de stocker le dioxyde de carbone n'ont pas encore progressé assez rapidement pour jouer un rôle majeur, selon le rapport, mais des technologies permettant d'éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère seraient presque certainement nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5Â°C.

Le rapport note qu'il existe des raisons d'être optimiste. Les énergies solaire et éolienne et la technologie des batteries sont désormais bien moins chères, grâce aux politiques qui ont encouragé leur utilisation. La réduction des émissions de méthane contribuerait également à freiner la hausse des températures.

Prendre davantage soin des forêts et des terres, qui constituent d'importants puits de carbone, contribuerait également à limiter l'augmentation de la température, mais il ne faut pas trop y compter. Ces mesures sont relativement peu coûteuses, mais elles ne peuvent compenser la lenteur de la réduction des émissions dans d'autres secteurs, selon le rapport.

CTXT, la publication espagnole qui a divulgué le projet de rapport, a déclaré qu'il montrait que l'économie mondiale devait s'écarter rapidement de la croissance conventionnelle du PIB, mais que le rapport sous-estime cet aspect. "Le changement radical indispensable d'un système économique dont le fonctionnement pervers d'accumulation et de reproduction du capital à perpétuité nous a amenés au point critique actuel n'est pas clairement mentionné", écrit CTXT.

Le GIEC a déclaré qu'il ne commentait pas les fuites et que l'objectif du processus de rédaction était de donner aux scientifiques le temps et la tranquillité nécessaires pour élaborer leur évaluation sans commentaire extérieur.

Jonathan Lynn, responsable de la communication du GIEC, a déclaré : "Une grande partie du texte cité ici - apparemment tiré de la première version du résumé à l'intention des décideurs dans le projet de deuxième ordre du Groupe de travail III diffusé aux gouvernements et aux experts examinateurs en janvier - a déjà changé dans la dernière version interne du résumé à l'intention des décideurs actuellement examinée par les auteurs."

[theguardian.com](https://www.theguardian.com)

Greenhouse gas emissions must peak within 4 years, says leaked UN report

Group of scientists release draft IPCC report as they fear it will be watered down by governments